



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°14 et 15 – 31 mars au 14 avril 2023

Au programme cette semaine :

- **Afrique australe :** Le FMI publie ses nouvelles prévisions macroéconomiques
- **Afrique du Sud :** Le gouvernement sud-africain revient sur deux annonces clés pour lutter contre la crise énergétique
- **Afrique du Sud :** Le déficit du compte courant se contracte au quatrième trimestre
- **Afrique du Sud :** La production manufacturière diminue pour le quatrième mois consécutif
- **Afrique du Sud :** La production minière enregistre son plus bas niveau depuis six ans
- **Afrique du Sud :** L'administration fiscale sud-africaine (SARS) réalise des revenus records conformes aux projections du budget de février
- **Afrique du Sud :** Record de projets solaires et éoliens enregistrés en mars 2023
- **Angola :** L'inflation poursuit sa décrue
- **Angola :** La croissance angolaise atteint 3% en 2022
- **Angola :** Le gouvernement fait paraître une nouvelle feuille de route pour le programme de privatisation qui est prolongé sur la période 2023-2026 et comprend la vente de 73 actifs
- **Angola :** La Banque mondiale prévoit un ralentissement de l'économie angolaise à 2,6 % cette année
- **Botswana :** La croissance atteint 5,8% en 2022
- **Mozambique :** La Banque mondiale approuve une ligne de crédit de 300 millions USD pour le Mozambique
- **Mozambique :** L'inflation poursuit sa hausse pour le deuxième trimestre consécutif
- **Namibie :** Les difficultés logistiques en Afrique du Sud offrent des opportunités pour le commerce maritime en Namibie
- **Lesotho :** La Banque centrale (Central Bank of Lesotho) rehausse son taux directeur à 7,5%

Zoom sur... InvestSA dépasse l'objectif de 1 200 Mds ZAR d'investissements sur cinq ans

La cinquième Conférence sur l'Investissement en Afrique du Sud, InvestSA, qui s'est tenue le 13 avril 2023 à Johannesburg a permis au président Ramaphosa de dépasser son objectif de 1200 Mds ZAR (60 Mds EUR) sur cinq ans et de présenter un nouvel objectif de 2000 Mds ZAR (100 Mds EUR) d'investissement sur les cinq prochaines années. Les quatre précédentes conférences avaient permis d'atteindre 1 140 Mds ZAR (57 Mds EUR) d'investissements, dont près de 70 % sont soit achevés, soit en cours de réalisation. Lors de cette 5e conférence, les investisseurs publics et privés se sont engagés à financer plus de 400 Mds ZAR supplémentaires. Parmi les annonces, on peut noter 105 Mds ZAR (5 Mds EUR) du fournisseur d'énergie verte Hive Energy, 60 Mds ZAR (3 Mds EUR) de Vodacom dont 16 Mds ZAR pour le développement d'énergies auprès des producteurs indépendants d'électricité, 29 Mds ZAR (1.5 Mds EUR) du minier Anglo American et 15.5 Mds ZAR (800 M EUR) du brasseur Heineken.

Le Président Ramaphosa a réaffirmé que la résolution de la crise énergétique restait la priorité du pays. Il a par ailleurs annoncé des mesures pour faciliter l'accès aux visas pour la main-d'œuvre qualifiée, ainsi que la création d'un comité national de crise logistique. Enfin, il a souligné les efforts réalisés pour lutter contre le crime et la corruption.

Afrique australe

Le FMI publie ses nouvelles prévisions macroéconomiques (FMI – WEO)

Dans le cadre de ses assemblées de printemps, conjointes avec la Banque Mondiale, le FMI a présenté le 11 avril ses nouvelles prévisions macroéconomiques (*World Economic Outlook*). Après un premier ralentissement en 2022 (+2,5%) qui suit 2021 (+4,7%), la croissance en 2023 en Afrique australe devrait continuer de ralentir à l'image de l'économie mondiale. Elle est ainsi estimée à +1,4% dans la région en 2023 (contre +2,8% dans le monde après +3,4% en 2022) – elle serait également nettement en deçà de la prévision pour l'Afrique subsaharienne (+3,6%). Malgré un contexte global en amélioration, après avoir été marqué par les répercussions de la guerre en Ukraine et le ralentissement de l'économie chinoise (conséquence de la politique zéro Covid), l'évolution de l'économie mondiale reste dominée par les incertitudes. Elle profite actuellement d'une accalmie liée à la baisse des cours des matières premières et à la reprise progressive de l'activité en Chine. En Afrique australe, on observe des évolutions distinctes dans les perspectives de croissance des différents pays. Le FMI a ainsi revu ses prévisions à la baisse pour la moitié des pays notamment à cause de l'Afrique du Sud. Le pays enregistre l'une des plus importantes corrections (+0,1% de croissance en 2023- soit -1 points de moins par rapport aux prévisions d'octobre 2022), liée à ses difficultés intérieures et sa pénurie de production électrique persistante qui ont conduit à une croissance négative au dernier trimestre 2022 (-1,3%). Cette mauvaise performance affecte aussi certains pays limitrophes comme la Namibie (+2,8%, soit -0,4 point), le Botswana (+3,7%, soit -0,3 point) et le Zimbabwe (+2,5%, soit -0,3 point), qui voit par ailleurs sa monnaie dériver à nouveau. Le Malawi voit aussi sa croissance revue à la baisse, dans le sillage du cyclone Freddy qui a frappé la région

de Blantyre, la capitale économique du pays. A l'inverse, les pays de rente des matières premières comme le Mozambique (+5%, soit +0,1 point) porté par les investissements gaziers et l'Angola (+3,5%, soit +0,1 point) porté par la production pétrolière, voient leur croissance révisée à la hausse. Enfin, le Lesotho (2,2%, soit +1 point) voit un rebond des prévisions, tandis que la Zambie reste au même niveau (+4%).

Dans la lignée des tendances observées au niveau mondial, le FMI a également significativement diminué ses prévisions d'inflation, qui a atteint 19,6% en moyenne dans la région en 2022 et qui devrait atteindre 15,1% en 2023 (contre 16,1% et 26,1% pour 2022 et 2023 selon les estimations d'octobre)

Afrique du Sud

Le gouvernement sud-africain revient sur deux annonces clés pour lutter contre la crise énergétique

Le gouvernement a mis fin à l'état d'urgence énergétique (State of Disaster) qui avait été décrété par le président lors du discours sur l'Etat de la nation et a temporairement annulé l'exemption accordée à Eskom de publier des informations financières sur ses dépenses irrégulières et infructueuses.

Ces revirements sont liés d'une part à l'action en justice menée par Outa (Organisation Undoing Tax Abuse) de défense des contribuables, au motif que la proclamation d'un état d'urgence énergétique était une décision « arbitraire, irrationnelle et illégale ». Et d'autre part à la pression exercée par l'opinion publique, dont le secteur privé et les syndicats, contre la décision d'exemption pour Eskom de publier dans ses comptes les pertes dues à des actes criminels. Cette transparence est essentielle pour garantir une bonne gouvernance et instaurer un climat de confiance. Ces revirements interviennent dans un contexte d'incertitude sur la façon dont le gouvernement va faire face à la hausse prévisible

des délestages cet hiver et sur les prérogatives exactes du nouveau ministre de l'électricité.

Le déficit du compte courant se contracte au quatrième trimestre

Selon le dernier bulletin trimestriel de la SARB, l'Afrique du Sud a enregistré un déficit courant au quatrième trimestre 2022 qui s'élève à 16,6 Mds ZAR (-1,4% du PIB et 0,9 Md USD), soit une réduction par rapport au -21,6 Mds ZAR (-1,8% du PIB et 1,3 Md USD) du trimestre précédent. Cette amélioration s'explique uniquement par des variations saisonnières, puisque les données corrigées des variations saisonnières font état d'un déficit de 174 Mds ZAR (contre un excédent de 3,1 Mds ZAR au trimestre précédent). L'amélioration des données non corrigées s'explique par la nette résorption du déficit de la balance des revenus primaire (-89% pour atteindre -5,4 Mds ZAR et -0,5% du PIB) lié à une forte diminution du versement des dividendes des entreprises domestiques et à la réduction du déficit de la balance des services (-30% pour atteindre -20,7 Mds ZAR soit -1,8% du PIB). A l'inverse, on observe une dégradation de l'excédent commercial lors du quatrième trimestre (-78,1% pour atteindre 13,6 Mds ZAR, soit 1,2% du PIB), qui affiche sa pire performance depuis le troisième trimestre 2019. Elle est causée par la contraction des exportations (hors produits aurifères) à 472 Mds ZAR (-9,4%) avec un effet volume (-6,2%) et un effet prix dû à la dévaluation du rand (-2,8%). Ce premier est particulièrement important pour les produits miniers et manufacturiers, qui ont été affectés par la grève de Transnet en octobre. En parallèle, le niveau des importations s'est maintenu à 481 Mds ZAR (+0,2%) grâce à l'effet prix. Finalement, avec un solde déficitaire lors des trois derniers trimestres, le compte courant de l'année 2022 s'établit à -31,8 Mds ZAR (soit -0,7% du PIB) pénalisé par le déficit de la balance primaire (-137,9 Mds ZAR, soit -3% du PIB) et de la balance des services (-90,2 Mds ZAR, soit -2% du PIB) insuffisamment compensé par l'excédent de la balance commerciale (+221,6 Mds ZAR, soit 4,8% du PIB).

La production manufacturière diminue pour le quatrième mois consécutif

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a diminué de 5,2% en glissement annuel au mois de février (contre -4,1% au mois de janvier).

Les principaux contributeurs à cette mauvaise performance mensuelle sont les produits de l'industrie agro-alimentaire (-6,1% soit une contribution négative de 1,3 point), les produits métalliques et métallurgiques (-5,3% soit -1,1 point) et les produits pétroliers et chimiques (-4,7%, soit -1 point). A l'inverse parmi toutes les catégories, seuls les produits des équipements radiophoniques et télévisuels (+4,4%, soit +0,1 point) et les équipements de transports (+1%, soit +0,1 point) enregistrent une performance positive. Très sensible aux délestages qui se sont accentués en février, le secteur manufacturier, qui représente 15% du PIB du pays, enregistre donc un quatrième mois de contraction en glissement annuel. Parallèlement, les volumes de ventes rebondissent (+2,1% en glissement trimestriel) après deux mois consécutifs de baisse. La bonne nouvelle provient aussi de la production en glissement mensuel corrigée des variations saisonnières, qui a augmenté de 2,1% entre janvier et février.

La production minière enregistre son plus bas niveau depuis six ans

Selon l'agence nationale de statistiques (Stats SA), la production minière a diminué de -5% en glissement annuel au mois de février (contre 2,7% au mois de janvier).

L'indicateur enregistre son treizième mois consécutif de contraction et son plus bas niveau de production jamais enregistré au cours des six dernières années, exception faite du mois d'avril 2020, où les mines étaient quasiment à l'arrêt avec la mise en place d'un confinement très strict. Les postes qui ont le plus contribué au recul de la production sont le charbon (-12,6% soit une contribution négative de 3,7 points) et le diamant (-45,3%, soit -2,5 points). A l'inverse, le minerais de fer (+30,6% et +3,1 points) enregistre une croissance positive. Le ralentissement de la production minière s'accompagne d'une baisse des ventes de -6,9%, alors que le cours des matières premières a diminué. Ce recul est porté

par les métaux du groupe platinoïde (-24,1%, soit une contribution négative de -8,3 points), le charbon (-11,4%, soit -3,1 points), les minerais non-métalliques (-29,8%, soit -1,4 point) et les minerais de fer (-7,4% soit -1 point). A l'inverse, la chromite (+128,1%, soit +3,6 points) et l'or (+37,81%, soit +2,1 points) enregistrent une croissance positive. Les difficultés de l'industrie minière, qui reste la colonne vertébrale de l'économie sud-africaine, proviennent à la fois de la crise énergétique et des délestages (avec une production électrique qui atteint des records de pénurie), mais aussi de la réduction des capacités de transports ferroviaires en direction des ports à partir desquels les produits miniers sont exportés en grande partie vers la Chine et l'Inde.

L'administration fiscale sud-africaine (SARS) réalise des revenus records conformes aux projections du budget de février

Selon l'administration fiscale sud-africaine (SARS), les revenus collectés nets au 31 mars 2023 s'établissent à 1687 Mds ZAR (soit 84,5 Mds EUR), soit une augmentation de +7,8% par rapport à l'exercice précédent (1568 Mds ZAR, soit 78,6 Mds EUR). En particulier, les revenus augmentent dans toutes les catégories : les impôts sur le revenu (+8,3%, soit 601,7 Mds ZAR – 30,1 Mds EUR), les impôts sur les entreprises (+7,6%, soit 348 Mds ZAR – 17,4 Mds EUR), la Taxe sur la valeur ajoutée (+8%, soit 422,2 Mds ZAR – 21,2 Mds EUR) et les taxes douanières et autres (+27,4%, soit 73,9 Mds ZAR – 3,7 Mds EUR). L'administration a atteint 99,7% de l'objectif des 1692 Mds ZAR (soit 84,8 Mds EUR) fixé par le Ministre des Finances E. Gogondwana lors de la présentation du budget du 22 février 2023 (+94 Mds ZAR par rapport à l'objectif du budget initial et +10 Mds ZAR par rapport à celui du budget de mi-parcours). Le gouvernement clôture donc un budget où ses revenus collectés par la SARS (90% des revenus totaux de l'Etat) sont conformes aux prévisions. Le montant total effectivement collecté atteint le niveau record de 2067,8 Mds ZAR, parmi lesquels 381,1 Mds ZAR ont été par la suite remboursés aux contribuables. Cette bonne nouvelle traduit une meilleure efficacité de l'administration fiscale sud-africaine, en parallèle d'une amélioration de la perception des sud-africains envers leur institution fiscale avec

un sentiment positif partagé par 76,5% des contribuables (contre 71,8% pour l'exercice précédent) selon le sondage de la SARS. La hausse des revenus est cependant à mettre en perspective avec les chiffres de l'inflation de 2022 et 2023 (6,9 et 7%) et les difficultés rencontrées par l'économie sud-africaine, avec l'intensification des délestages qui pénalisent la croissance de l'économie et pourraient affecter les revenus fiscaux à venir.

Record de projets solaires et éoliens enregistrés en mars 2023

Le régulateur national de l'énergie (Nersa) a enregistré en mars 2023 1308 MW de nouvelles capacités venant de projets solaires et éoliens.

Cette augmentation record du nombre de projets s'explique principalement par la fin de l'obligation de licence pour les projets de production d'électricité et par l'intensification des délestages. Les 25 projets enregistrés au premier trimestre 2023 représentent une capacité de 2 500MW, c'est-à-dire une capacité comparable aux projets attribués dans le cadre de l'appel d'offres public *Bid Window 5* du programme de fourniture à Eskom par des producteurs indépendants d'énergie renouvelable (REI4P). Plusieurs projets attribués dans ce cadre sont en cours de closing financier, dont le projet éolien Wolf opéré par JUWI Renewable Energies, qui prévoit une capacité de production totale de 84 MW et devrait être opérationnel au premier trimestre 2024.

Le développement des énergies renouvelables se poursuit aussi dans le secteur de l'hydroélectricité, où le département de l'eau et de l'assainissement (DWS) s'apprête à lancer un appel d'offres.

Angola

L'inflation poursuit sa décrue

Selon l'Institut National de la Statistique (INE) le taux d'inflation national en glissement annuel en mars a atteint 10,8%, contre 11,5% le mois précédent. L'indice des prix à la consommation poursuit sa baisse pour le quinzième mois consécutif, après avoir atteint le pic de 27,7 en

janvier 2022 ce qui avait encouragé la Banque centrale (Banco Nacional de Angola) à abaisser son taux directeur à 17% le 21 mars. Les prévisions qui tablaient sur une inflation à un chiffre dès 2024 pourraient se réaliser en 2023. En glissement mensuel, l'inflation atteint +0,9% entre février et mars, portée en particulier par les produits alimentaires (+0,9%, soit une contribution positive de 0,5 point), les vêtements et chaussures (+1,64%, soit 0,1 point) et la santé +1,86%, soit 0,1 point).

La croissance angolaise atteint 3% en 2022

Selon l'institut national des statistiques (INE), le PIB a progressé de +3% en 2022 contre 1,2% en 2021. Sur le plan sectoriel, l'activité de douze secteurs sur quatorze a progressé. C'est le cas en particulier du transport (+32,8%, soit une contribution positive de 0,9 point), de la construction (+5,5%, soit 0,3 point), de l'agro-élevage et de la sylviculture (+3,8%, soit 0,2 point), de la pêche (+4,2%, soit 0,1 point) et de l'électricité et de l'eau (+4,7%, soit 0 point). A l'inverse, le secteur des télécommunications s'est contracté de -4,7% (soit une contribution négative de -0,1 point) avec la baisse de la consommation téléphonique. Pour le quatrième trimestre, la croissance a atteint 2,6%, portée en particulier par le transport (+36,8% soit une contribution positive de 1,1 point), le commerce (+4,9%, soit 0,7 point), la construction (+7,1%, soit 0,6 point). A l'inverse la production de production pétrolière enregistre une performance négative (-5%, soit -1,1 point).

Le gouvernement fait paraître une nouvelle feuille de route pour le programme de privatisation qui est prolongé sur la période 2023-2026 et comprend la vente de 73 actifs

Par le décret présidentiel n° 78/23 du 28 mars, les autorités angolaises ont prolongé la période d'exécution du programme de privatisation PROPRIV (lancé en 2019) qui s'étend maintenant de 2023 à 2026. Alors que jusqu'à présent seules des entités de taille relativement restreinte avaient pu être privatisées, les 73 sociétés figurant sur la liste actualisée incluent des entités de taille plus importante ainsi que des groupes

angolais majeurs tels que Sonangol (hydrocarbures), Endiama (diamant) et TAAG (compagnie aérienne). Pour 2023, le gouvernement prévoit notamment de privatiser Unitel (opérateur télécom), TV Cabo (télécoms), Angola Telecom, la participation de l'État dans la BFA (banque), SGA (gestionnaire des aéroports angolais), Ensa (assurances). Pour 2024, sont prévues notamment les privatisations de Sonangol, Endiama, TAAG et BODIVA (bourse angolaise).

La Banque mondiale prévoit un ralentissement de l'économie angolaise à 2,6 % cette année

Dans son rapport « Africa Pulse », publié à la veille des réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Washington, la Banque Mondiale indique que le taux de croissance de l'Angola devrait décélérer de 3,5 % en 2022 à 2,6 % cette année et se stabiliser à 3,1 % en 2025. La consommation des ménages devrait également ralentir de 4,1 % en 2022 à 2,6 % cette année. En outre, bien que la production de pétrole et de diamants devrait augmenter en 2023, la baisse des prix du pétrole est susceptible de réduire considérablement les recettes extérieures, car elle ne sera pas compensée par une augmentation suffisante de la production. Enfin, l'Angola pourrait être l'un des plus grands bénéficiaires de la réouverture de l'économie chinoise et du léger impact à la hausse sur les prix du pétrole qui y est associé ; les effets positifs de la demande accrue de la Chine pourraient avoir contribué à une baisse des intérêts sur la dette en début d'année.

Botswana

La croissance atteint 5,8% en 2022

Selon l'agence nationale des statistiques, le PIB a augmenté de +5,8% en 2022 contre +11,9% en 2021 et la récession spectaculaire de -8,7% en 2020 (année de la crise covid-19). Cette bonne performance de 2022 s'explique par les résultats des activités minières (+7%, soit 1,4 point), des secteurs de l'eau et de l'électricité (+48,6%, soit une contribution positive de +0,6 point), de la

production manufacturière (+8,2%, soit 0,4 point) et des ventes de diamants (+17,6%, soit 0,3 point). Les performances minières de 2022 sont portées par un effet prix avec la hausse des prix du charbon (+21,8%), du sel ?? (+21,8%) et du diamant (+7%), ainsi que par un effet volume avec la hausse des quantités extraites (+12,7%) notamment pour l'argent (+200%), le cuivre concentré (+191,3%) et le diamant (+7,9%). L'année s'est achevée avec une croissance de +5,9% au quatrième trimestre (après +5,3% au cours du trimestre précédent) portée par les activités minières (+10,1%, soit +2 points), le secteur de l'eau et de l'électricité (+74,1%, soit +0,9 point) et les ventes de diamants (+24,4%, soit +0,4 point).

Mozambique

La Banque mondiale approuve une ligne de crédit de 300 millions USD pour le Mozambique

Le 31 mars, la Banque mondiale via l'Association pour le développement international (IDA) a accordé une ligne de crédit de 300 M USD à *Mais Oportunidas* (projet pour l'accès à la finance et aux opportunités économiques au Mozambique) sur six ans entre 2023 et 2029. Le projet s'inscrit dans un soutien à la réforme initiée par le gouvernement avec le *Pacote de Medidas de Aceleração Econômica* (PAE – Paquet d'accélération économique) qui crée un Fonds de garantie de crédit (CGF) pour mobiliser des financements pour les petites et moyennes entreprises. En combinant garanties et lignes de crédits pour limiter les risques et encourager les acteurs financiers, le CGF doit lever un montant total de 450 M USD sous forme de prêts accordé par le secteur privé. Le projet devrait favoriser la création de 26 000 emplois sur six ans. Ce prêt intervient après le retour de la Banque mondiale au Mozambique en août 2022 (après six ans d'absence) et un don de 300 M USD pour financer des projets d'infrastructures.

L'inflation poursuit sa hausse pour le deuxième trimestre consécutif

Selon l'Instituto Nacional de Estatística (INE), l'indice des prix à la consommation a atteint 10,8% au mois de mars, après 10,3% au mois précédent. L'indice des prix à la consommation repart donc à la hausse pour le second mois consécutif et retrouve son niveau de décembre, après cinq mois de baisse qui ont succédé au pic de 13% enregistré en août 2022. Les sous-secteurs des produits alimentaires (+18,2%, soit une contribution positive de 8,3 points) et des transports (+15,7% soit 2,4 points) ont le plus contribué à cette hausse. L'inflation progresse de +1,3% en glissement mensuel, portée principalement par les produits alimentaires (+2,1%, soit +1 point) et par les transports (+1,4%, soit +0,2 point). Cette forte augmentation de l'inflation des produits alimentaires vient dans le sillage du cyclone Freddy et des destructions partielles de récoltes dans les zones touchées. Elle devrait se renforcer dans les mois à venir et peser sur le niveau général des prix, l'alimentation représentant 45,5% des postes de dépenses de la population.

Namibie

Les difficultés logistiques en Afrique du Sud offrent des opportunités pour le commerce maritime en Namibie

Les difficultés logistiques et les délestages électriques ne permettent pas une pleine exploitation des ports et des réseaux ferroviaires en Afrique du sud. Cette situation pourrait permettre à la Namibie, grâce à ses ports de Walvis Bay et Lüderitz, de se placer comme porte d'accès alternative pour les pays enclavés de l'Afrique Australe, dont l'approvisionnement transite aujourd'hui principalement par le port de Durban.

Le lithium namibien, de qualité inférieure à la norme mondiale, risque d'être vendu à un prix réduit

Selon Simonis Storm, la qualité du lithium namibien est considérée comme inférieure à la norme mondiale. Ainsi, le lithium namibien pourrait être vendu à des prix inférieurs à ceux du marché mondial et il existe un risque que les découvertes soient surestimées. Les teneurs en lithium localement observées sont en effet plus proches de 1 %, ce qui est bien en dessous de la norme mondiale de 6 %. L'exploration du Lithium fait toutefois partie d'une politique de diversification des minerais exploités en Namibie et attire les investisseurs, *Ecofin Pro Mines* dénombre cinq projets pour l'exploration du lithium en Namibie sur les 26 projets répertoriés en Afrique Australe.

devises internationale à 640 millions USD après que le niveau des réserves se soit détérioré entre janvier et mars (de 4,8 à 4 mois de couvertures d'importation, auquel s'ajoute une détérioration du compte courant au cours du quatrième trimestre 2022 (-11,9% contre -0,2 au T3) due au creusement du déficit de la balance commerciale. Cet objectif de réserve permet de conserver un taux de change du Loti indexé sur le Rand.

Lesotho

La Banque centrale (Central Bank of Lesotho) rehausse son taux directeur à 7,5%

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (Central Bank of Lesotho) a rehaussé son taux directeur de 0,25 point à 7,5% lors de sa réunion du 4 avril. Cette décision s'inscrit dans la tendance de la Banque centrale sud-africaine (South African Reserve Bank) d'augmenter les taux directeurs. Cependant, la Banque centrale sud-africaine avait rehaussé le 30 mars son taux à 7,75% (soit +0,5 point). A l'instar de la décision du 27 janvier de la Banque centrale namibienne, la Banque centrale lesothane poursuit une politique monétaire en léger décalage (de 0,25 point) avec la Banque centrale sud-africaine. Pour rappel, les mandats des banques centrales lesothane et namibienne sont principalement centrés autour du maintien de l'ancrage des devises locales (Loti et Dollar namibien) sur le rand. La Banque centrale lesothane justifie sa décision par un rebond de l'inflation en février 7,4% (contre 6,8% en janvier) et les projections de croissance de l'économie mondiale et domestique revues à la hausse. En parallèle, l'institution a maintenu la cible de réserves de

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	13/04/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,19 ZAR	-0,1%	0,0%	-19,7%	-6,6%
Angola	505,7 AOA	-0,1%	-0,2%	-17,8%	-0,4%
Botswana	13,0 BWP	-0,4%	1,1%	-12,1%	-2,8%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	18,6 ZMW	6,7%	8,6%	-5,6%	-2,7%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2022)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : SER de Pretoria

Rédacteurs :

Léopold VINOT, Pierre FINOT
et Marie DESJEUX

SE de Luanda et SE de Maputo

revu par Claire JOLLY, Flora BOUBOUR et
Bertrand FURNO